

Question parlementaire nr. 300 déposée par madame Katrin JADIN, Députée, à Madame Sophie Wilmès, Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales.

QUESTION :

Les dettes monténégrines envers la Chine (QO 17268C).

Le Monténégro s'est doté d'une grande autoroute nationale pour un montant d'environ 830.000 euros que la Chine leur a prêté et qu'elle souhaite maintenant récupérer. Malheureusement, le pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne ne dispose pas des fonds nécessaires et s'est donc rendu à Bruxelles afin de recevoir de l'aide. Cependant, cette dernière ne sera pas d'ordre financière. L'état monténégrin cherche donc une solution pour cette situation qui pourrait quelque peu renforcer l'importance de la Chine sur le continent européen.

1. Que pouvez-vous dire sur les dettes du Monténégro envers la Chine?
2. En quoi cette affaire complique-t-elle le processus d'adhésion à l'Union européenne?
3. Une solution a-t-elle abordée lors de la visite d'un représentant monténégrin à Bruxelles?
4. Quelle position adoptera l'Union européenne lorsque la Chine se paye cet état?

REPONSE :

Le contrat mentionné consiste en un prêt auprès de la banque chinoise Eximbank d'une part, et de la mise en œuvre du projet par la China Road and Belt Corporation (CBRC) d'autre part.

Le remboursement de ce prêt pourrait désormais dépasser les capacités financières du Monténégro, d'autant plus que la pandémie de covid-19 y a déjà eu un impact macroéconomique majeur en raison de la perte des revenus du tourisme.

Cette charge financière risque en effet de compromettre la marge de manœuvre pour les politiques de réformes en vue de l'intégration dans l'UE, alors que nous appelons à accélérer ces réformes.

La Commission européenne a déclaré qu'un refinancement direct d'un prêt conclu avec un pays tiers n'est pas possible. La Commission européenne dispose de divers instruments de coopération économique avec les Balkans occidentaux, tels que le Plan économique et d'investissements pour les Balkans occidentaux de 2020, l'Agenda prioritaire de Sofia de 2018 et les contributions européennes à l'agenda régional pour l'interconnectivité, dit Processus de Berlin.

ANTWOORD:

Het desbetreffende contract bestaat uit een lening bij de Chinese Eximbank enerzijds en de uitvoering van het project door de China Road and Belt Corporation (CBRC) anderzijds.

De terugbetaling van deze lening dreigt nu de financiële draagkracht van Montenegro te overschrijden, temeer daar de covid-19 pandemie een grote macro-economische impact heeft door het wegvalLEN van inkomsten uit toerisme.

Deze financiële last dreigt inderdaad de politieke ruimte voor hervormingen ten behoeve van de EU-integratie in het gedrang te brengen, terwijl we oproepen tot een versnelling van deze hervormingen.

De Europese Commissie stelt dat een rechtstreekse herfinanciering van een lening afgesloten met een derde land niet mogelijk is.

De Europese Commissie beschikt wel over verschillende economische samenwerkingsinstrumenten met de Westelijke Balkan, zoals het Western Balkans Economic en Investment Plan uit 2020, de Sofia Priority Agenda uit 2018 en de Europese bijdragen aan de regionale agenda voor interconnectiviteit, het zogenaamde Berlijn proces.

La Commission européenne jouera donc son rôle, notamment avec la banque d'investissement européenne, dans le programme global de connectivité.

Samen met onder meer de Europese investeringsbank zal de Europese Commissie zeker haar rol spelen in het globale connectiviteitsprogramma.

Le Conseil de l'Union européenne n'a pas pris de position officielle sur cette question. Cela reste une question bilatérale entre la Chine et le Monténégro.

De Raad van de Europese Unie heeft hierover geen formeel standpunt ingenomen. Dit blijft een bilaterale kwestie tussen China en Montenegro.

**La Vice-Première ministre et
Ministre des Affaires étrangères,
des Affaires européennes et du
Commerce extérieur, et des
Institutions culturelles fédérales.**

**De Vice-eersteminister en minister
van Buitenlandse Zaken, Europese
Zaken en Buitenlandse Handel, en
de Federale Culturele Instellingen.**

Sophie Wilmès

